

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2025 ET AU 31 DÉCEMBRE 2024 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2025 ET 2024

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d’actifs d’infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 90 % de notre BAIIA provenant des produits tirés d’activités réglementées ou contractuelles. Afin d’aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d’actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d’obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution commerciale et résidentielle	• Amériques et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique
Transport <i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Terminaux diversifiés • Chemins de fer • Routes à péage	• Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique • Brésil et Pérou
Secteur médian <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage</i>	• Secteur médian	• Amérique du Nord
Données <i>Procure des services et des infrastructures à des sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d’infonuagique et aux entreprises clientes</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique • Amériques, Europe et Asie-Pacifique

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société en commandite » et, avec sa filiale et ses entités d’exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 13 novembre 2025 et il a été approuvé par le conseil d’administration du commandité de notre société en commandite aux fins de publication à cette même date. Le conseil d’administration s’acquitte de ses responsabilités quant à l’examen du présent document principalement par l’intermédiaire de son comité d’audit, qui se compose exclusivement d’administrateurs indépendants. Le comité d’audit examine le présent document et l’approuve avant sa publication en vertu de l’autorité que lui confère le conseil d’administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales et les entités d’exploitation directes et indirectes de notre société en commandite en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société en commandite à l’adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR+ à l’adresse www.sedarplus.com et sur le site Web d’EDGAR à l’adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure est une société d’infrastructure mondiale de premier plan qui détient et exploite des actifs de grande qualité, essentiels et de longue durée dans les secteurs des services publics, du transport, des activités du secteur médian et des données partout dans les Amériques, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle se concentre sur les actifs dont les produits contractuels et réglementés génèrent des flux de trésorerie prévisibles et stables.

Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Au fur et à mesure que l'entreprise s'oriente vers la maturité et que le risque lié aux flux de trésorerie a été réduit, nous cherchons à recycler les capitaux et à les réinvestir dans des actifs qui devraient produire des rendements plus élevés. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer, de concert avec des investisseurs institutionnels, à des fonds liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettons l'accent sur les placements sur lesquels Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement total de 12 % à 15 % et plus par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des investissements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations (les « FTO ») servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir d'indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 6 % d'un exercice à l'autre de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,43 \$ par part (ou 1,72 \$ par part sur une base annuelle), à compter de la distribution payée en mars 2025, une augmentation identique ayant été effectuée par le conseil d'administration de BIPC en ce qui concerne les porteurs d'actions échangeables de BIPC. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. Les distributions ont augmenté selon un taux de croissance annuel composé de 8 % au cours des 12 dernières années. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une augmentation de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), qui fait partie des Normes IFRS® de comptabilité (les « normes IFRS » et les « Normes IFRS de comptabilité ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board, et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société en commandite comprennent les parts détenues par des porteurs de parts dans le public, les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, les actions échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public et les actions échangeables de catégorie A.2 détenues par Brookfield ainsi que les parts d'Exchange LP et les parts de société en commandite échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société en commandite pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de société en commandite de notre société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

En outre, Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts d'Exchange LP dans le cadre de la fermeture du capital d'Enercare Inc. en octobre 2018. Les parts d'Exchange LP procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles de nos parts et sont échangeables contre nos parts à raison de une pour une. Compte tenu de l'option d'échange, nous présentons les parts d'Exchange LP à titre de composante distincte de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution de BIPC avec la distribution spéciale. Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. Les porteurs d'actions échangeables de BIPC ont le droit d'échanger la totalité ou une partie de leurs actions contre une part pour chaque action échangeable de BIPC détenue, ou contre l'équivalent en trésorerie, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. BIPC ou la société en commandite, selon le cas, peuvent chacune régler les demandes d'échange de porteurs d'actions échangeables de BIPC au moyen de parts plutôt qu'au moyen d'un paiement en trésorerie. De plus, la société en commandite peut échanger toutes les actions échangeables de BIPC contre des parts à notre gré, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. En raison des caractéristiques des actions, nous présentons les actions échangeables de BIPC en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Finalement, aux troisième et quatrième trimestres de 2021, BIPC Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts de société en commandite échangeables de BIPC dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les parts de société en commandite échangeables de BIPC procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles d'une action échangeable de BIPC et sont échangeables à raison de une pour une contre des actions échangeables de BIPC. Compte tenu des options d'échange, nous présentons les parts de société en commandite échangeables de BIPC à titre de composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société en commandite. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts attribuables aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les Normes IFRS de comptabilité, puisqu'elle : 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les Normes IFRS de comptabilité.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans cette section, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2025 et 2024. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Sommaire des états du résultat net				
Produits	5 975 \$	5 270 \$	16 796 \$	15 595 \$
Coûts d'exploitation directs	(4 416)	(3 897)	(12 375)	(11 685)
Frais généraux et administratifs	(107)	(113)	(312)	(302)
Charges d'intérêts	(1 014)	(873)	(2 822)	(2 493)
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	437	56	548	192
Pertes liées à la valeur de marché	(158)	(23)	(423)	(61)
Autres produits (charges)	320	(107)	712	158
Charge d'impôt	(287)	(79)	(596)	(172)
Bénéfice net	750	234	1 528	1 232
Bénéfice net (perte nette) attribuable à notre société en commandite ¹	440	(52)	634	126
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite	0,44 \$	(0,18) \$	0,45 \$	(0,18) \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2.

Trimestres clos les 30 septembre 2025 et 2024

Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 s'est chiffré à 750 M\$, dont une tranche de 440 M\$ (un bénéfice de 0,44 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 234 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche représentant une perte de 52 M\$ (une perte de 0,18 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'apport des récentes acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base, de même que des profits comptabilisés à la cession de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie et de notre entreprise de terminaux à conteneurs en Australie, ainsi que des profits à la cession partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale et de notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts d'emprunt liée au financement de nos initiatives de croissance et par les pertes liées à la valeur de marché découlant de la réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle dans notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Les résultats de l'exercice précédent ont également tiré parti de l'apport des nouvelles acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base, facteurs contrebalancés en partie par les pertes liées à la valeur de marché enregistrées dans le cadre de notre stratégie de couverture du risque de change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les produits se sont élevés à 5 975 M\$, soit une hausse de 705 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. Les produits de notre secteur des services publics ont augmenté de 220 M\$, principalement en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Les produits de notre secteur du transport ont diminué de 60 M\$ en raison principalement de la cession partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale. Les produits de notre secteur médian ont augmenté de 243 M\$, principalement en raison de l'acquisition de notre entreprise de réseau pipelinier aux États-Unis, facteur contrebalancé en partie par la baisse des produits nets transférés, malgré les marges plus élevées et l'amélioration de la performance découlant de la mise en service de nouveaux projets au sein de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 271 M\$, principalement en raison de l'apport des activités pour un trimestre complet découlant de l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde en septembre 2024, de l'acquisition de notre réseau de fibre aux États-Unis au cours du trimestre considéré ainsi que de la croissance interne de notre plateforme de centres de données. Le change a donné lieu à une augmentation de 31 M\$ de nos produits libellés en dollars américains, le taux de change moyen trimestriel de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités ayant augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 4 416 M\$, en hausse de 519 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2024. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 496 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts liés aux initiatives de croissance interne, déduction faite des cessions récentes, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits transférés de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. L'incidence du change a donné lieu à une augmentation globale de nos coûts libellés en dollars américains de 23 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 107 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2024. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrées à 1 014 M\$, ce qui représente une hausse de 141 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. Les charges d'intérêts ont augmenté de 120 M\$ en raison des entreprises acquises récemment et de 20 M\$ en raison des financements additionnels liés aux placements existants et aux projets de croissance interne. Le total de nos charges d'intérêts libellées en dollars américains a augmenté de 1 M\$ en raison de l'incidence du change.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite a augmenté de 381 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2024, puisque les résultats de la période considérée comprenaient un profit de 353 M\$ à la vente de notre entreprise de terminaux à conteneurs en Australie, déduction faite de l'incidence du transfert à partir du cumul des autres éléments du résultat global au titre de la couverture.

Les pertes liées à la valeur de marché se sont chiffrées à 158 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à des pertes de 23 M\$ à l'exercice précédent. Les pertes de la période considérée découlent principalement de la réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle dans notre entreprise de tours de télécommunications en Inde, tandis que les pertes de l'exercice précédent étaient principalement attribuables aux fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux contrats de change au niveau de la société en commandite. Les résultats de l'exercice précédent ont également subi l'incidence des pertes liées à la valeur de marché enregistrées dans le cadre de notre stratégie de couverture du risque de change.

Les autres produits se sont élevés à 320 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, comparativement à d'autres charges de 107 M\$ pour la période correspondante de 2024. Les autres produits de la période considérée comprennent les profits à la cession totalisant environ 415 M\$ liés à la vente de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie ainsi qu'à la vente partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale et de notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe. Les autres charges de l'exercice précédent comprenaient principalement les charges de désactualisation liées aux autres passifs à long terme.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, la charge d'impôt s'est chiffrée à 287 M\$, comparativement à 79 M\$ pour la période correspondante de 2024, principalement en raison d'une hausse du bénéfice imposable découlant des profits réalisés qui ont été comptabilisés à la cession de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie, ainsi que d'une baisse des économies d'impôt différé par rapport à l'exercice précédent.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2025 et 2024

Le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 s'est chiffré à 1 528 M\$, dont un bénéfice de 634 M\$ (un bénéfice de 0,45 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 1 232 M\$ pour l'exercice précédent, dont un montant de 126 M\$ (une perte de 0,18 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'apport des récentes acquisitions, de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base et des profits comptabilisés à la suite de la cession de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie et de notre entreprise de terminaux à conteneurs en Australie, ainsi que des profits à la cession partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale et de notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe. Les résultats de l'exercice précédent ont profité de l'apport des récentes acquisitions, de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base et du profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à la suite de l'acquisition de notre centre de données en colocalisation de détail en Amérique du Nord.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les produits se sont élevés à 16 796 M\$, soit une hausse de 1 201 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. Les produits de notre secteur des services publics ont augmenté de 575 M\$, principalement en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Les produits de notre secteur du transport ont diminué de 251 M\$ en raison principalement de la cession partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale, mais également de la cession d'une filiale de notre entreprise de ports en Australie et de la déconsolidation de notre entreprise de routes à péage au Pérou à l'exercice précédent. Les produits de notre secteur médian ont augmenté de 137 M\$, principalement en raison de l'acquisition de notre entreprise de réseau pipelinier aux États-Unis, facteur partiellement contrebalancé par la baisse des produits nets transférés, malgré les marges plus élevées et l'amélioration de la performance découlant de la mise en service de nouveaux projets au sein de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 948 M\$, principalement en raison de l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde en septembre 2024, de l'acquisition de notre réseau de fibre aux États-Unis au cours du trimestre considéré et de la croissance interne de notre plateforme de centres de données. Le change a donné lieu à une diminution de 208 M\$ de nos produits libellés en dollars américains dans tous nos secteurs, le taux de change moyen de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant affaibli par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 12 375 M\$, en hausse de 690 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2024. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 775 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et aux initiatives de croissance interne, déduction faite des cessions récentes, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits transférés de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. L'incidence du change a donné lieu à une diminution de nos coûts libellés en dollars américains de 85 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 312 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, en hausse de 10 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2024. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une hausse du cours de nos titres en circulation.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 se sont chiffrées à 2 822 M\$, ce qui représente une hausse de 329 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. Les charges d'intérêts ont augmenté d'environ 214 M\$ en raison des entreprises acquises récemment, d'un montant de 170 M\$ découlant des financements additionnels ajoutés aux placements existants ainsi que des projets de croissance interne. Le total de nos charges d'intérêts libellées en dollars américains a diminué de 55 M\$ en raison de l'incidence du change.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite s'est élevée à 548 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, ce qui représente une hausse de 356 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024, les résultats ayant tiré parti des profits de 428 M\$ comptabilisés à la vente de nos gazoducs réglementés au Mexique et de notre entreprise de terminaux à conteneurs en Australie, partiellement contrebalancés par les pertes liées à la valeur de marché sur nos dérivés de change.

Les pertes liées à la valeur de marché se sont chiffrées à 423 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à des pertes de 61 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de la société en commandite et aux fluctuations des prix des marchandises. Toutefois, les pertes de la période considérée reflètent également la réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle dans notre entreprise de tours de télécommunications en Inde.

Les autres produits se sont élevés à 712 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, comparativement à un montant de 158 M\$ pour la période correspondante de 2024. Les autres produits de la période considérée ont tiré parti des profits comptabilisés à la vente partielle d'actifs stabilisés de notre entreprise de logistique intermodale mondiale et de notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe, ainsi qu'à la vente de nos gazoducs réglementés au Mexique, de notre gazoduc aux États-Unis et de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie. Les résultats de la période précédente comprenaient un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à l'acquisition d'une entreprise de centres de données en colocalisation de détail aux États-Unis, partiellement contrebalancé par les coûts de transaction et par les charges de désactualisation liées aux autres passifs à long terme.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la charge d'impôt s'est chiffrée à 596 M\$, comparativement à 172 M\$ pour la période correspondante de 2024, principalement en raison d'une hausse du bénéfice imposable découlant des profits réalisés qui ont été comptabilisés à la cession de notre gazoduc aux États-Unis et de notre entreprise de terminal d'exportation en Australie, ainsi que d'une baisse des économies d'impôt différé par rapport à l'exercice précédent.

EN M\$ US

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 613 \$	2 071 \$
Immobilisations corporelles	62 592	50 847
Immobilisations incorporelles	17 930	14 521
Total de l'actif	124 299	104 590
Emprunts généraux	5 263	4 542
Emprunts sans recours	56 655	46 552
Total du passif	89 831	74 737
Capital des commanditaires	4 512	4 704
Capital du commandité	23	27
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 855	1 926
Participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2	1 291	1 355
Participation ne donnant pas le contrôle – parts échangeables ¹	53	62
Participation ne donnant pas le contrôle – billets subordonnés perpétuels	293	293
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation	25 619	20 568
Porteurs de parts privilégiées	822	918
Capitaux propres attribuables à la société en commandite ²	7 734	8 074
Total des capitaux propres	34 468	29 853

1. Comprend la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts d'Exchange LP et aux parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2.

Au 30 septembre 2025, le total de l'actif s'établissait à 124,3 G\$, en hausse par rapport à 104,6 G\$ au 31 décembre 2024. Le total de l'actif a augmenté de 26,0 G\$, ce qui s'explique par les acquisitions récentes, par des dépenses d'investissement accrues, par la croissance interne et par des taux de change favorables, le taux de change à la fin de la période de la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités ayant augmenté par rapport à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés par la cession partielle et la déconsolidation d'une filiale de notre entreprise de logistique intermodale mondiale et de notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe, déduction faite des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence que nous avons conservées, les amortissements de nos actifs à long terme et les autres cessions récentes, pour une incidence totale de 6,3 G\$.

Les immobilisations corporelles ont augmenté, passant de 50,8 G\$ à 62,6 G\$, en raison des entrées principalement liées à l'acquisition de notre entreprise de réseau pipelinier aux États-Unis et de notre réseau de fibre aux États-Unis, ainsi que des investissements continus dans les immobilisations et de l'incidence du change, facteurs partiellement contrebalancés par le reclassement d'actifs dans les actifs détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de ports au Royaume-Uni et de notre entreprise de chemins de fer au Royaume-Uni, et par la dotation à l'amortissement trimestrielle. Les immobilisations incorporelles, qui se chiffraient à 17,9 G\$ au 30 septembre 2025, ont augmenté par rapport au montant de 14,5 G\$ au 31 décembre 2024, principalement en raison d'une acquisition au sein de notre entreprise de transport d'électricité au Brésil et de notre réseau de fibre aux États-Unis ainsi que de l'incidence du change. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par le reclassement d'actifs dans les actifs détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de ports au Royaume-Uni et de notre entreprise de chemins de fer au Royaume-Uni, ainsi que par l'incidence de l'amortissement trimestriel.

Les emprunts généraux ont augmenté de 0,7 G\$ par rapport au 31 décembre 2024. Cette augmentation est attribuable à l'émission de billets subordonnés d'un montant de 0,2 G\$ et de billets à moyen terme d'un montant de 0,5 G\$ au cours de la période, ainsi qu'aux émissions nettes de papier commercial pour un montant de 0,3 G\$, facteurs partiellement contrebalancés par les remboursements nets de 0,3 G\$ sur notre facilité de crédit générale.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 10,1 G\$ par rapport au 31 décembre 2024. Cette augmentation découle des emprunts additionnels liés à l'acquisition de notre entreprise de réseau pipelinier aux États-Unis et de notre réseau de fibre aux États-Unis, de la dette additionnelle de nos filiales d'exploitation destinée à financer les initiatives de croissance, des financements selon une valeur accrue au sein de nos filiales d'exploitation et de l'incidence du change, facteurs contrebalancés en partie par la dette reclassée comme détenue en vue de la vente.

Nos capitaux propres se chiffraient à 7,7 G\$, en baisse par rapport à 8,1 G\$ au 31 décembre 2024, le bénéfice généré par nos activités et l'incidence favorable de la conversion des devises ayant été plus que contrebalancés par l'incidence des distributions.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les		
	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024	Variation	2025	2024	Variation	2025	2024	Variation
Dollar australien	0,6613	0,6188	7 %	0,6542	0,6699	(2) %	0,6411	0,6623	(3) %
Real brésilien	0,1880	0,1615	16 %	0,1835	0,1803	2 %	0,1770	0,1907	(7) %
Livre sterling	1,3446	1,2516	7 %	1,3484	1,3004	4 %	1,3152	1,2771	3 %
Dollar canadien	0,7184	0,6953	3 %	0,7262	0,7331	(1) %	0,7154	0,7353	(3) %
Euro	1,1734	1,0353	13 %	1,1686	1,0987	6 %	1,1190	1,0871	3 %
Roupie indienne	0,0113	0,0117	(3) %	0,0115	0,0119	(3) %	0,0116	0,0120	(3) %

Au 30 septembre 2025, nos capitaux propres consolidés, qui se chiffraient à 34,5 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar américain – 43 %; dollar canadien – 20 %; livre sterling – 16 %; euro – 10 %; dollar australien – 5 %; real brésilien – 4 %; roupie indienne – 1 %; autres monnaies – 1 %. En raison de notre programme de couverture de change, 83 % de nos capitaux propres sont effectivement libellés en dollars américains. Les taux à la fin de la période par rapport au dollar américain au 30 septembre 2025 étaient supérieurs à ceux au 31 décembre 2024 en ce qui concerne nos placements les plus importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a entraîné une augmentation des valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités dans ces régions.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre 2025	2024	closes les 30 septembre 2025	2024
Dollar australien	37 \$	82 \$	211 \$	33 \$
Real brésilien	15	8	190	(95)
Livre sterling	(110)	311	405	264
Dollar canadien	(128)	74	214	(81)
Roupie indienne	(14)	(6)	(21)	(4)
Euro	(30)	164	530	38
Autres	38	(23)	85	(131)
	(192)	610	1 614	24
Couvertures de change ¹	145	(368)	(584)	(61)
	(47) \$	242 \$	1 030 \$	(37) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	116 \$	107 \$	417 \$	(27) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(163)	135	613	(10)
	(47) \$	242 \$	1 030 \$	(37) \$

1. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une perte de 192 M\$ et un profit de 1 614 M\$, respectivement.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciés par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une diminution des équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net libellés dans ces monnaies. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont appréciés par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une augmentation des équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net libellés dans ces monnaies.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies européenne, britannique, australienne et canadienne. Par conséquent, l'incidence des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les profits comptabilisés sur nos couvertures de change. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, notre programme de couverture a réduit de 145 M\$ et de 584 M\$, respectivement, l'incidence des fluctuations des monnaies étrangères.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART	2025			2024			2023	
Trimestres clos	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	5 975 \$	5 429 \$	5 392 \$	5 444 \$	5 270 \$	5 138 \$	5 187 \$	4 970 \$
Coûts d'exploitation directs	(4 416)	(3 995)	(3 964)	(3 991)	(3 897)	(3 875)	(3 913)	(3 577)
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	437	(12)	123	247	56	95	41	(13)
Charges								
Intérêts	(1 014)	(909)	(899)	(894)	(873)	(826)	(794)	(726)
Frais généraux et administratifs	(107)	(108)	(97)	(103)	(113)	(92)	(97)	(101)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	162	4	123	(154)	(130)	(175)	402	(105)
Charge d'impôt	(287)	(157)	(152)	(98)	(79)	(81)	(12)	(172)
Bénéfice net	750	252	526	451	234	184	814	276
Bénéfice net attribuable à d'autres entités ¹	540	258	500	339	307	222	758	358
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	210	(6)	26	112	(73)	(38)	56	(82)
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,44 \$	(0,03) \$	0,04 \$	0,22 \$	(0,18) \$	(0,10) \$	0,10 \$	(0,20) \$

1. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2.

2. Se reporter à la note 16, « Capitaux propres », pour plus de détails.

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché et par les autres produits et charges.

Nos activités continuent d'afficher des résultats financiers conformes aux attentes. Notre société en commandite bénéficie de la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, de la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, d'importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et de flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net excluant l'incidence de certains éléments sans effet sur la trésorerie, y compris les amortissements, l'impôt différé, les profits (pertes) liés à la valeur de marché et les autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits normales ou qui ne sont pas des charges d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Les FTO comprennent le bénéfice (la perte) généré par les promoteurs de centres de données dans le cadre des activités liées à l'aménagement, à la commercialisation et à la vente de sites achevés. L'inclusion de ce bénéfice permet de refléter la performance opérationnelle de ces placements et comprend le bénéfice (ou la perte) comptabilisé au cours de la période considérée et des périodes antérieures. Les FTO comprennent également les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluent les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien).

Outre les FTO et les FTOA, nous analysons le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net excluant l'incidence des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt sur le résultat, des profits (pertes) liés à la valeur de marché et des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits normales et qui ne sont pas des charges d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Le BAIIA ajusté comprend le bénéfice (la perte) généré par les promoteurs de centres de données dans le cadre des activités liées à l'aménagement, à la commercialisation et à la vente de sites achevés. L'inclusion de ce bénéfice permet de refléter la performance opérationnelle de ces placements et comprend le bénéfice (ou la perte) comptabilisé au cours de la période considérée et des périodes antérieures. Le BAIIA ajusté comprend également les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les FTO et le BAIIA ajusté sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les FTOA sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux Normes IFRS de comptabilité et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des Normes IFRS de comptabilité, il est peu probable que les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALPAC et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les Normes IFRS de comptabilité.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des FTO, des FTOA, du BAIIA ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART

Mesures clés	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	440 \$	(52) \$	634 \$	126 \$
Bénéfice net par part de société en commandite ²	0,44	(0,18)	0,45	(0,18)
FTO ³	654	599	1 938	1 822
FTO par part ⁴	0,83	0,76	2,46	2,31
FTOA ³	460	432	1 479	1 384
Rendement du capital investi ⁵	14 %	12 %	14 %	13 %
BAIIA ajusté ³	1 067	1 005	3 157	3 017
Distributions par part ⁶	0,43	0,41	1,29	1,22
Ratio de distribution des FTO ⁷	67 %	69 %	67 %	68 %
Ratio de distribution des FTOA ⁸	95 %	95 %	88 %	89 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 461,1 millions et à 459,8 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 461,7 millions et 461,5 millions).
3. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTO, des FTOA et du BAIIA ajusté.
4. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 791,5 millions et à 790,2 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 792,2 millions et 792,1 millions).
5. Nous définissons le rendement du capital investi comme les FTOA des 12 derniers mois, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un remboursement de capital à l'égard des entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres et du capital investi.
6. Les distributions par part sont définies comme la somme des distributions de la société en commandite moins les distributions incitatives, divisées par le total des parts de société en commandite, des parts de commandité, des parts de société en commandite rachetables, des parts d'Exchange LP, des parts de société en commandite échangeables de BIPC et des actions échangeables de BIPC et des actions échangeables de catégorie A.2 en circulation à la date de clôture des registres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la société en commandite a versé des distributions trimestrielles de 0,43 \$ par part et de 1,29 \$ par part, respectivement (2024 – 0,41 \$ par part et 1,22 \$ par part).
7. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.
8. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les FTO ont totalisé 654 M\$ (0,83 \$ par part), comparativement à des FTO de 599 M\$ (0,76 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2024. La croissance interne s'est établie au haut de notre fourchette cible, reflétant les hausses annuelles de tarifs en fonction de l'inflation, la hausse des volumes au sein de nos réseaux et le bénéfice lié à la mise en service de projets d'investissement au cours des 12 derniers mois.

INFORMATION SECTORIELLE

Dans cette section, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, le secteur médian, les données et le siège social. Les mesures clés sont présentées selon la quote-part de notre société en commandite des résultats sous-jacents et prennent en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société en commandite exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir une analyse de l'importance de l'information présentée par notre société en commandite, les limites associées à cette information ainsi qu'un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux Normes IFRS de comptabilité.



Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent de gagner un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, que nous appelons la base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Elles comprennent nos entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) ainsi que de distribution commerciale et résidentielle (électricité, gaz naturel et raccordements d'eau). Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec l'amortissement réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation.

Compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises de services publics, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire et de renforcer notre position sur le marché. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 3 100 kilomètres de lignes de transport d'électricité au Brésil.
- Environ 3 500 kilomètres de gazoducs au Brésil et en Inde.

Distribution commerciale et résidentielle

- Environ 8,8 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel.
- Infrastructures de décarbonation résidentielle, de même que d'autres services résidentiels essentiels et polices connexes à environ 10,5 millions de clients, dont environ 17,3 millions de polices et 1,7 million de contrats de location au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni.
- Plus de 0,7 million de services de compteurs divisionnaires sous contrat à long terme au Canada et aux États-Unis.
- Environ 3,0 millions de compteurs sous gestion en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
FTO	190 \$	188 \$	569 \$	558 \$
Investissements de maintien	(19)	(20)	(60)	(56)
FTOA	171 \$	168 \$	509 \$	502 \$
BAIIA ajusté ¹	331 \$	312 \$	973 \$	935 \$
Base tarifaire	7 097	7 036	7 097	7 036
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	12 %	12 %	12 %	12 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence du BAIIA généré par nos polices relatives aux services résidentiels, des produits liés aux raccordements, du remboursement de capital et des ajustements selon IFRS 16.

Notre société en commandite gagne un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, une mesure que nous appelons la base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et qu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, notre secteur des services publics a dégagé un BAIIA ajusté et des FTO de 331 M\$ et de 190 M\$, comparativement à 312 M\$ et à 188 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a augmenté de 6 %, les résultats de la période considérée ayant tiré parti de l'avantage continu procuré par l'indexation en fonction de l'inflation et de la mise en service de projets d'investissement pris en compte dans la base tarifaire de plus de 450 M\$ au cours des 12 derniers mois. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt liés au financement des projets de croissance et de la hausse des taux d'intérêt au Brésil. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le bénéfice tiré de deux gazoducs réglementés au Mexique qui ont été cédés au premier trimestre de 2025.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois		Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre		30 septembre		closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Distribution commerciale et résidentielle	190 \$	177 \$	558 \$	518 \$	130 \$	125 \$	387 \$	361 \$
Transport réglementé	141	135	415	417	60	63	182	197
Total	331 \$	312 \$	973 \$	935 \$	190 \$	188 \$	569 \$	558 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nos activités de distribution commerciale et résidentielle ont dégagé un BAIIA ajusté de 190 M\$ et des FTO de 130 M\$, contre 177 M\$ et 125 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont profité de l'indexation en fonction de l'inflation, de la croissance de la clientèle et de l'augmentation des produits liés aux raccordements de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni ainsi que des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités de transport réglementé se sont chiffrés à 141 M\$ et à 60 M\$, respectivement, contre 135 M\$ et 63 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti des hausses annuelles des tarifs en fonction de l'inflation dans l'ensemble de nos activités. Les résultats de l'exercice précédent comprennent l'apport de nos deux gazoducs réglementés au Mexique qui ont été cédés au premier trimestre de 2025. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt découlant de l'augmentation des taux d'intérêt au Brésil.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre base tarifaire.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le	Pour la période de	Pour l'exercice clos le
	30 septembre 2025	neuf mois close le	31 décembre 2024
		30 septembre 2025	
Base tarifaire au début de la période ¹	7 120 \$	6 699 \$	7 117 \$
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	120	329	468
Indexation en fonction de l'inflation et autre	66	238	57
Acquisitions (ventes d'actifs)	(152)	(473)	78
Amortissement réglementaire	(33)	(88)	(173)
Écart de change et autres	(24)	392	(848)
Base tarifaire à la fin de la période	7 097 \$	7 097 \$	6 699 \$

1. La base tarifaire exclut nos activités de garantie résidentielle en Amérique du Nord et en Europe.

Au 30 septembre 2025, notre base tarifaire se chiffrait à 7,1 G\$. La base tarifaire a augmenté depuis le 31 décembre 2024 en raison de l'indexation en fonction de l'inflation, des nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et des contrats de location à long terme au sein de notre plateforme d'infrastructure de décarbonation résidentielle. La base tarifaire a également tiré parti de l'acquisition d'une participation additionnelle de 50 % dans un portefeuille de lignes de transport d'électricité en exploitation au Brésil, contrebalancée par la vente de notre participation dans deux gazoducs réglementés au Mexique et par la vente d'une participation partielle dans notre gazoduc en Inde.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements, qui représente les projets de croissance pour les deux à trois prochaines années, ainsi que des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
Carnet d'investissements au début de la période	605 \$	542 \$	562 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	146	412	485
Moins : dépenses d'investissement	(147)	(388)	(487)
Écart de change et autres	(7)	31	(18)
Carnet d'investissements à la fin de la période	597	597	542
Travaux de construction en cours	563	563	477
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 160 \$	1 160 \$	1 019 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des deux à trois prochaines années. Au 30 septembre 2025, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 1,2 G\$, soit un montant comparable au total de 1,0 G\$ au 31 décembre 2024. Les nouveaux mandats de raccordement obtenus ont été partiellement contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni a fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, soit environ 800 M\$.

Événements récents

En septembre, nous avons conclu une entente visant l'acquisition d'une entreprise sud-coréenne de gaz industriel qui fournit de l'azote gazeux, de l'air propre et sec et d'autres gaz industriels à des fabricants de semi-conducteurs de premier plan et de première qualité. La transaction devrait se conclure au quatrième trimestre de 2025. L'apport en capital total devrait s'élever à environ 500 M\$ (quote-part de BIP – environ 125 M\$).

En octobre, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de Clarus, une entreprise d'infrastructures liées au gaz naturel de premier plan en Nouvelle-Zélande, dont les activités sont axées principalement sur le transport, la distribution et le stockage de gaz. La transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2026. L'apport en capital total devrait s'élever à environ 270 M\$ (quote-part de BIP – environ 70 M\$).



Notre secteur du transport est composé d'actifs d'infrastructures qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention de biens, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons généralement une redevance d'accès ou de transport. La rentabilité est fonction du volume des services d'accès et services connexes fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises de terminaux diversifiés dont les activités sont largement contractuelles et assujetties aux régimes de réglementation applicables aux marchandises qu'elles manutentionnent. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de nos autres secteurs opérationnels, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés de contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Terminaux diversifiés

- Parc mondial d'environ 7 millions de conteneurs intermodaux équivalents vingt pieds (« EVP ») visés par des contrats à long terme.
- Un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (« GNL ») aux États-Unis où transitent environ 30 millions de tonnes par année (« Mt/an »).
- Six terminaux au Royaume-Uni, lesquels facilitent le commerce international des biens, des ressources naturelles et des marchandises.

Chemins de fer

- Cent treize lignes de chemin de fer de marchandises régionales et d'intérêt local représentant environ 21 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 9 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil, dont 8 000 kilomètres sont détenus.

Routes à péage

- Environ 3 300 kilomètres d'autoroutes au Brésil et au Pérou.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur du transport.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
FTO	286 \$	308 \$	878 \$	929 \$
Investissements de maintien	(121)	(99)	(245)	(245)
FTOA	165 \$	209 \$	633 \$	684 \$
BAIIA ajusté ¹	395 \$	417 \$	1 198 \$	1 243 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	65 %	65 %	66 %	65 %
Investissements de croissance	202 \$	89 \$	304 \$	252 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, notre secteur du transport a dégagé des FTO de 286 M\$, comparativement à 308 M\$ à l'exercice précédent. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence des ventes d'actifs, les FTO ont profité de la vigueur continue des volumes dans l'ensemble de nos réseaux et de hausses des tarifs moyens de 1 % dans nos divers réseaux ferroviaires et de 5 % pour l'ensemble de notre portefeuille de routes à péage. Les résultats de l'exercice précédent reflètent l'apport de notre terminal d'exportation en Australie qui a été cédé au cours du trimestre ainsi que l'apport d'un portefeuille de conteneurs entièrement visé par des contrats dans lequel notre entreprise de logistique intermodale mondiale détenait une participation minoritaire de 33 % et dont elle s'est départie au premier trimestre de 2025.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Terminaux diversifiés	199 \$	223 \$	631 \$	661 \$	150 \$	165 \$	465 \$	488 \$
Chemins de fer	122	128	365	380	90	99	282	298
Routes à péage	74	66	202	202	46	44	131	143
Total	395 \$	417 \$	1 198 \$	1 243 \$	286 \$	308 \$	878 \$	929 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées aux terminaux diversifiés se sont chiffrés à 199 M\$ et à 150 M\$, respectivement, contre 223 M\$ et 165 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la vente de notre terminal d'exportation en Australie au cours du trimestre et de la vente par notre entreprise de logistique intermodale mondiale d'une participation minoritaire de 33 % dans un portefeuille de conteneurs entièrement visé par des contrats au premier trimestre de 2025.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 122 M\$ et des FTO de 90 M\$, comparativement à 128 M\$ et à 99 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation de 1 % des tarifs en fonction de l'inflation dans l'ensemble du portefeuille et d'une hausse de 8 % des volumes de transport par voie ferroviaire au sein de notre réseau de chemins de fer au Brésil, facteurs contrebalancés par la baisse des volumes au sein de notre entreprise de chemins de fer en Australie et par l'incidence du change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 74 M\$ et des FTO de 46 M\$, comparativement à 66 M\$ et à 44 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une hausse des tarifs en fonction de l'inflation de 5 % en moyenne et d'une hausse de 2 % des débits de circulation. La hausse des coûts d'emprunt a eu une incidence sur les FTO.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
Carnet d'investissements au début de la période	312 \$	461 \$	714 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	195	269	151
Incidence des (ventes d'actifs) acquisitions	—	(155)	9
Moins : dépenses d'investissement	(202)	(304)	(337)
Écart de change et autres	3	37	(76)
Carnet d'investissements à la fin de la période	308	308	461
Travaux de construction en cours	154	154	193
Total des projets d'investissement devant être mis en service	462 \$	462 \$	654 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos terminaux et à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation. Au 30 septembre 2025, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 462 M\$, contre 654 M\$ au 31 décembre 2024.

Événements récents

En mai, nous avons conclu une entente en vue de l'acquisition d'une importante plateforme de location de wagons en partenariat avec GATX Corporation (« GATX »), un bailleur de wagons de premier ordre. Le parc de wagons acquis se divise en deux composantes, soit un portefeuille de contrats de location simple visant plus de 103 000 wagons et un portefeuille de contrats de location-financement visant plus de 23 000 wagons. Nous acquérons une participation de 70 % dans le portefeuille de contrats de location simple par l'intermédiaire d'un placement structuré qui facilitera le transfert de la propriété à GATX sur un horizon de dix ans ou moins. Par ailleurs, nous faisons l'acquisition de la totalité des actifs au titre des contrats de location-financement, qui sont tous visés par des contrats et dont les charges d'entretien et d'exploitation sont assumées par les clients. GATX exploitera et gèrera les deux portefeuilles. La transaction devrait se conclure au premier trimestre de 2026, pour un prix d'achat total d'environ 5,3 G\$. L'apport en capital total devrait s'élever à environ 1,2 G\$ (quote-part de BIP – environ 300 M\$).



Secteur médian

Notre secteur médian est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage de gaz naturel. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme certains de nos gazoducs de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires. Les entreprises du secteur médian doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions solides occupées dans leurs marchés locaux. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables. Environ 70 % du BAIIA ajusté de notre secteur médian provient de produits tirés d'activités contractuelles ou réglementées.

Pour notre secteur médian, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur médian se compose des éléments suivants :

- Environ 19 500 kilomètres de gazoducs, y compris des gazoducs de longue distance, des gazoducs conventionnels et des pipelines collecteurs de gaz aux États-Unis et au Canada.
- Seize installations de traitement de gaz naturel et de liquides de gaz naturel ayant une capacité brute de traitement d'environ 5,6 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») par jour au Canada.
- Stockage de gaz naturel d'environ 280 Gpi³ aux États-Unis et au Canada.
- Quatre terminaux d'une capacité de stockage de 685 000 barils par jour (« b/j ») aux États-Unis.
- Capacité de production de polypropylène de 525 000 tonnes par an au Canada.

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur médian.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
FTO	156 \$	147 \$	482 \$	460 \$
Investissements de maintien	(44)	(40)	(122)	(117)
FTOA	112 \$	107 \$	360 \$	343 \$
BAIIA ajusté ¹	237	238	740	721
Marge du BAIIA ajusté ²	58 %	60 %	61 %	58 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nos activités du secteur médian ont généré un BAIIA ajusté de 237 M\$ et des FTO de 156 M\$, comparativement à 238 M\$ et à 147 M\$, respectivement, pour l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti d'une forte utilisation des actifs, de la hausse des produits contractuels au sein des activités du secteur médian et de l'augmentation des volumes de traitement visés par les contrats d'achat ferme à notre installation de polypropylène, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des taux sur les contrats de couverture de change. Les résultats de l'exercice considéré comprennent l'apport de l'acquisition de notre système pipelinier aux États-Unis au cours du trimestre, tandis que les résultats de l'exercice précédent comprennent l'apport de notre gazoduc aux États-Unis, qui a été cédé au cours du deuxième trimestre de 2025.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
Carnet d'investissements au début de la période	189 \$	230 \$	270 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	8	109	126
Moins : dépenses d'investissement	(27)	(116)	(155)
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	11	(50)	—
Écart de change et autres	(4)	4	(11)
Carnet d'investissements à la fin de la période	177	177	230
Travaux de construction en cours	66	66	142
Total des projets d'investissement devant être mis en service	243 \$	243 \$	372 \$

Au 30 septembre 2025, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 243 M\$, contre 372 M\$ au 31 décembre 2024. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a trait à de nouveaux projets de croissance qui devraient accroître la capacité dans l'ensemble de nos activités liées au secteur médian.



Données

Notre secteur des données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des services et des infrastructures essentiels aux sociétés de télécommunications, aux fournisseurs de technologies et d'infonuagique, ainsi qu'aux entreprises clientes, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent de l'hébergement physique et des infrastructures de haute performance à des entreprises, qu'il s'agisse de petites charges de travail ou de déploiements à grande échelle. La majorité de ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à plus de 25 ans) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles. Plus de 95 % du BAIIA ajusté de notre secteur des données provient de produits tirés d'activités contractuelles ou réglementées.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en Allemagne, en Autriche, en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Inde. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 2 200 grandes entreprises de premier ordre situées principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients à grande échelle qui ont recours à nos entreprises dans les Amériques, en Europe et en Asie-Pacifique.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 308 000 tours de télécommunications en service en Inde, en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.
- Environ 77 000 kilomètres de câble à fibre optique en Australie, au Brésil et aux États-Unis.
- Plus de 70 systèmes d'antennes distribués au Royaume-Uni.
- Environ 700 000 de raccordements de fibre jusqu'aux locaux des abonnés en Australie et aux États-Unis.
- Deux fonderies de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Stockage de données

- Plus de 140 centres de données, d'une capacité de charge critique installée d'environ 1,1 gigawatt et d'une capacité contractuelle additionnelle d'environ 500 mégawatts.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des données.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
FTO	138 \$	85 \$	353 \$	231 \$
Investissements de maintien	(10)	(8)	(32)	(20)
FTOA	128 \$	77 \$	321 \$	211 \$
BAIIA ajusté ¹	211 \$	151 \$	558 \$	420 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	71 %	67 %	69 %	65 %
Investissements de croissance	609 \$	297 \$	1 629 \$	899 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, notre secteur des données a dégagé un BAIIA ajusté et des FTO de 211 M\$ et de 138 M\$, respectivement, comparativement à 151 M\$ et à 85 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti des points de présence additionnels de nos entreprises de tours de télécommunications et de fibre optique, de la mise en service de mégawatts additionnels au sein de notre plateforme de centres de données mondiale, ainsi que de l'augmentation des produits gagnés par nos promoteurs à grande échelle du fait de la mise en œuvre de leurs plans d'affaires. Les résultats de l'exercice considéré reflètent également l'apport de l'acquisition, au cours du trimestre, de notre réseau de fibre aux États-Unis et l'apport pour un trimestre complet de l'acquisition complémentaire de 76 000 sites de tours de télécommunications en Inde.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Transmission et distribution de données	117 \$	96 \$	326 \$	267 \$	79 \$	60 \$	225 \$	165 \$
Stockage de données	94	55	232	153	59	25	128	66
Total	211 \$	151 \$	558 \$	420 \$	138 \$	85 \$	353 \$	231 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nos activités de transmission et de distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 117 M\$ et des FTO de 79 M\$, comparativement à 96 M\$ et à 60 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des points de présence additionnels dans l'ensemble de notre portefeuille. Les résultats de l'exercice considéré reflètent également l'apport de l'acquisition, au cours du trimestre, de notre réseau de fibre aux États-Unis et l'apport pour un trimestre complet de l'acquisition complémentaire de 76 000 sites de tours de télécommunications en Inde.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités de stockage de données se sont chiffrés à 94 M\$ et à 59 M\$, respectivement, contre 55 M\$ et 25 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti de la mise en service de mégawatts additionnels au sein de notre portefeuille de centres de données à l'échelle mondiale. Les résultats ont également bénéficié de l'augmentation des produits gagnés par nos promoteurs à grande échelle du fait de la mise en œuvre de leurs plans d'affaires.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
Carnet d'investissements au début de la période	3 262 \$	3 888 \$	4 104 \$
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	128	132	(4)
Nouveaux mandats de projets d'investissement	53	386	1 031
Moins : dépenses d'investissement	(609)	(1 629)	(1 187)
Écart de change et autres	(4)	53	(56)
Carnet d'investissements à la fin de la période	2 830	2 830	3 888
Travaux de construction en cours	3 142	3 142	1 829
Total des projets d'investissement devant être mis en service	5 972 \$	5 972 \$	5 717 \$

Au 30 septembre 2025, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 6,0 G\$, contre 5,7 G\$ au 31 décembre 2024. Les projets d'investissement devant être mis en service se chiffraient à environ 4,6 G\$ au sein de nos activités de transmission et de distribution de données et à environ 1,4 G\$ au sein de nos activités de stockage de données. Les projets d'investissement devant être mis en service comprennent des projets comme notre partenariat avec Intel visant la construction de deux fonderies de semi-conducteurs aux États-Unis, la construction de sites additionnels et les nouvelles locations au sein de nos entreprises de tours de télécommunications, les raccordements additionnels au sein de nos activités mondiales de fibre optique et l'augmentation de la capacité de notre réseau de stockage de données.



Le tableau suivant présente les éléments de notre secteur Siège social, selon la quote-part de notre société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
BAIIA ajusté ¹	(107) \$	(113) \$	(312) \$	(302) \$
FTO	(116)	(129)	(344)	(356)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le BAIIA ajusté et les FTO de notre secteur Siège social correspondent à des pertes de 107 M\$ et de 116 M\$, respectivement, contre 113 M\$ et 129 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats de notre secteur Siège social sont principalement attribuables aux honoraires de gestion. En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC, plus les parts privilégiées en circulation et le montant net de la dette avec recours.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les FTO ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi présentés se fondent sur la quote-part de la société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi ne sont pas présentés conformément aux Normes IFRS de comptabilité et ils ne visent pas à l'être. En vertu des Normes IFRS de comptabilité, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 10 des états financiers de notre société en commandite, qui sont inclus dans les présentes. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de notre société en commandite à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les amortissements, l'impôt différé et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les Normes IFRS de comptabilité, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par notre société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers attribuables à la société en commandite parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre performance globale et à comprendre la quote-part de notre société en commandite des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux Normes IFRS de comptabilité. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par notre société en commandite en vertu des Normes IFRS de comptabilité, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation du BAIIA ajusté, des FTO, des FTOA et du capital investi comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats attribuables à la société en commandite ou aux titres de capitaux propres ordinaires différemment de nous.

En raison de ces limites, notre information financière présentée selon la quote-part de la société en commandite des activités sous-jacentes ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des Normes IFRS de comptabilité.

Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux Normes IFRS de comptabilité ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les FTO, les FTOA et le BAIIA ajusté. Les capitaux propres sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous invitons fortement les investisseurs à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas se fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société en commandite.

Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les FTO ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de l'incidence des profits ou des pertes liés à la valeur de marché.
- Ils ne tiennent pas compte des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.
- Les FTO comprennent le bénéfice (la perte) généré par les promoteurs de centres de données dans le cadre des activités liées à l'aménagement, à la commercialisation et à la vente de sites achevés.
- Notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALPAC et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les Normes IFRS de comptabilité.

Les FTO sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société en commandite.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les FTO permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous réintégrons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous réintégrons aussi l'incidence des profits (pertes) liés à la valeur de marché, qui donne une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Finalement, nous réintégrons les autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités.

En outre, nous analysons les FTOA, que nous définissons comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les FTO permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société en commandite. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des FTO, les investisseurs se fient aux FTOA, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. En plus des ajustements apportés aux FTO, le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de notre structure du capital et de notre profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % et plus à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO et des FTOA.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net	750 \$	234 \$	1 528 \$	1 232 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	1 050	854	2 951	2 672
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(437)	(56)	(548)	(192)
Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	274	238	756	708
Charge (économie) d'impôt différé	114	(56)	32	(257)
Pertes liées à la valeur de marché	158	23	423	61
Autres (produits) charges ²	(217)	200	(400)	100
FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(1 038)	(838)	(2 804)	(2 502)
FTO	654	599	1 938	1 822
Investissements de maintien	(194)	(167)	(459)	(438)
FTOA	460 \$	432 \$	1 479 \$	1 384 \$

1. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond aux FTO attribuables à la société en commandite qui sont générés par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Compte tenu de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition des FTO comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les autres (produits) charges correspondent aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Les autres produits ou les autres charges exclus des FTO comprennent principalement les profits sur les acquisitions et cessions de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises, les profits ou les pertes liés à la conversion des devises et reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux autres charges, les coûts d'acquisition, les profits et les pertes de réévaluation des emprunts, l'amortissement des coûts de financement différés, les profits ou pertes à la réévaluation de la juste valeur, les charges de désactualisation au titre de la contrepartie différée ou des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les pertes de valeur, ainsi que les profits et les pertes à l'extinction d'une dette.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. En ajustant les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, notre société en commandite peut exclure la tranche des FTO gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société en commandite.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des FTO présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite des FTO connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Les FTO liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* et à IFRS 10 *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, l'écart entre le bénéfice net et les FTO tient surtout aux amortissements, à l'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et aux FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre et la période de neuf mois, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des acquisitions récentes, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions récentes et de la croissance interne, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des cessions. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la croissance interne, facteur partiellement contrebalancé par les cessions.

L'écart entre le bénéfice net et les FTOA tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 194 M\$ et de 459 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 167 M\$ et 438 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net	750 \$	234 \$	1 528 \$	1 232 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	1 050	854	2 951	2 672
Charges d'intérêts	1 014	873	2 822	2 493
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(437)	(56)	(548)	(192)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	329	351	1 018	1 045
Charge d'impôt	287	79	596	172
Pertes liées à la valeur de marché	158	23	423	61
Autres (produits) charges	(320)	107	(712)	(158)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 764)	(1 460)	(4 921)	(4 308)
BAIIA ajusté	1 067 \$	1 005 \$	3 157 \$	3 017 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* et à IFRS 10 *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre et la période de neuf mois, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des récentes acquisitions, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des apports de la croissance interne, facteur contrebalancé en partie par les cessions. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions récentes et de la croissance interne, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des cessions.

Le bénéfice net par part de société en commandite est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable aux FTO par part. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net par part de société en commandite ¹	0,44 \$	(0,18) \$	0,45 \$	(0,18) \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	0,57	0,52	1,64	1,58
Impôt différé et autres éléments ²	(0,18)	0,42	0,37	0,91
FTO par part ³	0,83 \$	0,76 \$	2,46 \$	2,31 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 461,1 millions et à 459,8 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 461,7 millions et 461,5 M\$).
2. Se reporter au rapprochement du bénéfice net et des FTO présenté ci-dessus pour une description des soldes inclus dans les autres éléments.
3. Le nombre moyen de parts en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 791,5 millions et à 790,2 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 792,2 millions et 792,1 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Capitaux propres	34 468 \$	29 853 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation	(25 619)	(20 568)
Déficit	6 255	5 674
Cumul des autres éléments de bénéfice global	(1 582)	(1 335)
Changements de participation et autres	(653)	(653)
Capital investi	12 869 \$	12 971 \$

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, le capital investi a diminué en raison du rachat des parts privilégiées de série I et du rachat de parts de société en commandite, facteurs contrebalancés en partie par l'émission de parts de société en commandite.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2025 et 2024.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Solde d'ouverture	12 866 \$	13 038 \$	12 971 \$	13 032 \$
Rachat de parts privilégiées, montant net	—	—	(96)	—
Rachat de parts de société en commandite	—	—	(14)	—
Émission de parts de société en commandite	3	3	8	9
Solde de clôture	12 869 \$	13 041 \$	12 869 \$	13 041 \$
Moyenne pondérée du capital investi	12 866 \$	13 038 \$	12 933 \$	13 035 \$

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Les FTOA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 460 M\$ et à 1 479 M\$, respectivement (2024 – 432 M\$ et 1 384 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 s'est chiffré à 32 M\$ et à 96 M\$, respectivement (2024 – 30 M\$ et 91 M\$).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, notre société en commandite a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 14 % et de 14 % (2024 – 12 % et 13 %).

Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel

Le BAIIA ajusté de chacun de nos secteurs opérationnels est présenté selon la quote-part de notre société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les intérêts, les amortissements, l'impôt sur le résultat, l'incidence des pertes (profits) liés à la valeur de marché et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments d'exploitation ayant un effet sur la trésorerie récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les Normes IFRS de comptabilité, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par la société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du BAIIA ajusté de chaque secteur et du bénéfice net sectoriel consolidé comptabilisé selon les Normes IFRS de comptabilité.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 septembre 2025
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	109 \$	677 \$	71 \$	15 \$	(122) \$	750 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	235	239	268	308	—	1 050
Charges d'intérêts	334	153	209	254	64	1 014
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	2	(382)	(6)	(38)	(13)	(437)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	7	217	—	105	—	329
Charge d'impôt	128	10	4	111	34	287
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	46	(5)	(2)	148	(29)	158
Autres charges (produits)	21	(100)	70	(270)	(41)	(320)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(551)	(414)	(377)	(422)	—	(1 764)
BAIIA ajusté	331 \$	395 \$	237 \$	211 \$	(107) \$	1 067 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 septembre 2024
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	154 \$	229 \$	38 \$	42 \$	(229) \$	234 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	210	272	190	182	—	854
Charges d'intérêts	265	156	165	215	72	873
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(3)	(56)	(12)	3	12	(56)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	32	211	35	73	—	351
Charge (économie) d'impôt	88	(14)	—	8	(3)	79
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	9	(8)	14	(40)	48	23
Autres charges (produits)	19	84	22	(5)	(13)	107
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(462)	(457)	(214)	(327)	—	(1 460)
BAIIA ajusté	312 \$	417 \$	238 \$	151 \$	(113) \$	1 005 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE

30 septembre 2025

EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	576 \$	1 423 \$	407 \$	(235) \$	(643) \$	1 528 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	684	743	676	848	—	2 951
Charges d'intérêts	900	445	525	755	197	2 822
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(102)	(461)	(37)	18	34	(548)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	50	642	64	262	—	1 018
Charge d'impôt	327	21	24	136	88	596
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	55	(15)	9	290	84	423
Autres charges (produits)	67	(390)	(83)	(234)	(72)	(712)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 584)	(1 210)	(845)	(1 282)	—	(4 921)
BAIIA ajusté	973 \$	1 198 \$	740 \$	558 \$	(312) \$	3 157 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE

30 septembre 2024

EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net (perte nette) sectoriel consolidé	487 \$	689 \$	103 \$	506 \$	(553) \$	1 232 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	641	815	618	598	—	2 672
Charges d'intérêts	764	443	465	612	209	2 493
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	(11)	(185)	(45)	15	34	(192)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	96	618	117	214	—	1 045
Charge (économie) d'impôt	306	(19)	5	(141)	21	172
Pertes (profits) liés à la valeur de marché	20	(12)	16	15	22	61
Autres charges (produits)	42	228	71	(464)	(35)	(158)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(1 410)	(1 334)	(629)	(935)	—	(4 308)
BAIIA ajusté	935 \$	1 243 \$	721 \$	420 \$	(302) \$	3 017 \$

1. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En plus de la déduction ou de la réintégration de la quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, ces ajustements ont pour effet combiné d'exclure l'incidence des soldes pris en compte dans notre définition du BAIIA ajusté comptabilisés dans nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de nos actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés financiers publics et privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monétiser et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de payer des dividendes à notre société en commandite. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2025 se composaient de ce qui suit :

EN M\$ US	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Trésorerie et actifs financiers généraux	407 \$	276 \$
Facilité de crédit générale engagée	2 225	2 225
Facilité de crédit générale subordonnée	1 000	1 000
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	—	(300)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(11)	(10)
Papier commercial	(1 100)	(850)
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 388	1 525
Quote-part de la société en commandite du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	1 631	1 617
Liquidités à l'échelle du groupe	5 540 \$	5 483 \$

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 5,5 G\$, soit une hausse par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2024, principalement en raison du produit reçu des cessions récentes.

Nous finançons nos actifs principalement au niveau des sociétés d'exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 septembre 2025, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de un an se clôturant les 30 septembre						Total
		2026	2027	2028	2029	2030	Après	
Emprunts généraux ¹	15	— \$	— \$	827 \$	— \$	862 \$	2 505 \$	4 194 \$
Emprunts sans recours	7	4 447	4 800	4 503	6 030	10 050	27 875	57 705

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette attribuable à la société en commandite (se reporter à la définition de la dette attribuable à la société en commandite ci-dessous), une mesure non conforme aux normes IFRS que nous utilisons pour évaluer notre situation de trésorerie, et de la dette consolidée.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Dette consolidée	61 918 \$	51 094 \$
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	285	608
Transport	3 139	3 494
Secteur médian	—	488
Données	6 334	4 190
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	489	—
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ¹	(38 604)	(29 927)
Prime sur la dette, swaps de devises et autres	326	696
Dette attribuable à la société en commandite	33 887 \$	30 643 \$

1. Comprend des prélèvements sur la facilité de crédit des fonds privés de Brookfield utilisée comme crédit-relais pour financer les acquisitions au-delà de la fin de la période. Les emprunts en vertu de la facilité sont garantis par des engagements des commanditaires et sont sans recours contre la société en commandite.

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Dette attribuable à la société en commandite		
Services publics	6 346 \$	5 966 \$
Transport	6 902	7 513
Secteur médian	5 967	6 076
Données	9 409	6 546
Siège social	5 263	4 542
Total de la dette attribuable à la société en commandite	33 887 \$	30 643 \$
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises¹		
Services publics	146 \$	273 \$
Transport	362	390
Secteur médian	56	122
Données	824	740
Siège social ²	407	276
Total de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 795 \$	1 801 \$
Dette nette		
Services publics	6 200 \$	5 693 \$
Transport	6 540	7 123
Secteur médian	5 911	5 954
Données	8 585	5 806
Siège social	4 856	4 266
Total de la dette nette	32 092 \$	28 842 \$

1. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie attribuables à la société en commandite de 875 M\$ détenus par l'entremise de ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et elle exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 1 693 M\$ en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.
2. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée au titre du siège social comprend les actifs financiers généraux.

Le tableau suivant présente, au 30 septembre 2025, la quote-part de notre société en commandite des remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années.

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	2025	2026	2027	2028	2029	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	15	— \$	— \$	324 \$	503 \$	503 \$	2 864 \$	4 194 \$
Total des emprunts avec recours	15	—	—	324	503	503	2 864	4 194
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Distribution commerciale et résidentielle	10	19	191	178	728	414	3 082	4 612
Transport réglementé	8	5	79	93	155	369	1 033	1 734
	9	24	270	271	883	783	4 115	6 346
Transport								
Terminaux diversifiés	5	31	377	720	263	281	2 214	3 886
Chemins de fer	5	5	193	24	262	225	1 045	1 754
Routes à péage	8	55	150	153	150	120	634	1 262
	6	91	720	897	675	626	3 893	6 902
Secteur médian³	6	4	216	300	776	1 119	3 552	5 967
Données								
Transmission et distribution de données	7	8	414	197	672	937	4 658	6 886
Stockage de données	4	32	90	202	820	356	1 023	2 523
	6	40	504	399	1 492	1 293	5 681	9 409
Total des emprunts sans recours^{2, 4}	7	159	1 710	1 867	3 826	3 821	17 241	28 624
Total des emprunts⁵	8	159 \$	1 710 \$	2 191 \$	4 329 \$	4 324 \$	20 105 \$	32 818 \$
Pourcentage du total des emprunts		— %	5 %	7 %	13 %	13 %	62 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau ci-dessus exclut ces ajustements.
2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
3. Les obligations liées au papier commercial de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada sont entièrement visées par sa facilité de crédit de sûreté et ont été présentées dans le tableau qui précède en fonction de l'échéance de la facilité connexe.
4. Au 30 septembre 2025, aucune tranche de la dette attribuable à la société en commandite ne respectait pas les clauses restrictives financières au niveau de l'actif.
5. Au 30 septembre 2025, environ 34 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe, ce qui a réduit à environ 16 % la proportion des emprunts à taux variable sur le total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 12 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de la dette attribuable à la société en commandite est de sept ans. La quote-part de notre société en commandite du ratio d'endettement net, défini comme la quote-part de notre société en commandite de la dette nette divisée par la somme de la quote-part de notre société en commandite de la dette nette et du capital investi, s'établissait à 71 % au 30 septembre 2025. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 5,9 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2024 – 5,9 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, du secteur médian, des données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 7,1 %, à 6,0 %, à 5,6 %, à 5,9 % et à 4,9 % (30 septembre 2024 – 6,3 %, 5,7 %, 5,7 %, 6,2 % et 5,3 %, respectivement).

Nous définissons la dette attribuable à la société en commandite, une mesure non conforme aux normes IFRS, comme la quote-part de notre société en commandite des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette correspond à la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La quote-part de notre société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est calculée comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés en vertu des Normes IFRS de comptabilité, plus notre quote-part de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par l'intermédiaire de participations dans des entreprises associées et des coentreprises, moins les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne sont pas présentées conformément aux Normes IFRS de comptabilité et elles ne visent pas à l'être. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés en vertu des Normes IFRS de comptabilité de notre société en commandite, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquentes de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette attribuable à la société en commandite et de la dette nette comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société en commandite peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette attribuable à la société en commandite globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette attribuable à la société en commandite et la dette nette différemment de nous.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette sont présentées pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentées parallèlement au BAIIA ajusté, ces deux mesures devraient fournir de l'information utile quant à la façon dont la société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif, et elles donnent un aperçu de notre rendement du capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement. De plus, la société en commandite prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société en commandite conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas, par conséquent, un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne peut être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société en commandite a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout autre placement non consolidé.

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en commandite en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales d'exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % et plus à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (les « FTOA »), moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 12 866 M\$ et à 12 933 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2025.

EN M\$ US	Palements exigibles par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	4 181 \$	111 \$	72 \$	232 \$	4 596 \$
Emprunts généraux ¹	1 100	—	1 690	2 504	5 294
Emprunts sans recours ¹	4 447	4 800	20 583	27 875	57 705
Passifs financiers	384	250	511	2 374	3 519
Obligations locatives	645	582	1 484	2 615	5 326
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux ²	282	282	650	2 350	3 564
Emprunts sans recours	3 565	3 359	7 541	5 822	20 287

1. Les emprunts excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les charges d'intérêts sur les emprunts généraux comprennent des obligations non actualisées liées aux intérêts sur les billets subordonnés d'une valeur de 300 M\$, de 180 M\$, de 250 M\$ et de 158 M\$ assortis d'un coupon de 6,8 %, de 5,6 %, de 5,0 % et de 7,3 % et venant à échéance le 15 mars 2055, le 1^{er} septembre 2055, le 24 mai 2081 et le 31 mai 2084, respectivement.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 416 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société en commandite au 30 septembre 2025, majorée de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaies locales.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2025. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 septembre 2025, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit.

EN M\$ US	Couvertures de change						
	USD ¹	GBP	EUR	AUD	BRL	CAD ²	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	5 453 \$	2 545 \$	1 848 \$	1 030 \$	1 276 \$	170 \$	67 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(3 863)	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	1 590	2 545	1 848	1 030	1 276	170	67
Contrats de change – \$ US	5 771	(2 519)	(1 848)	(789)	(338)	(170)	(67)
Position nette non couverte	7 361 \$	26 \$	— \$	241 \$	938 \$	— \$	— \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	99 %	100 %	77 %	26 %	100 %	100 %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 389 M\$ et des billets subordonnés perpétuels de 293 M\$.

2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 433 M\$.

3. Comprend les billets à moyen terme, les billets subordonnés, les émissions de papier commercial, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société en commandite.

Au 30 septembre 2025, 83 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, nous avons comptabilisé en résultat global des profits de 141 M\$ (30 septembre 2024 – pertes de 167 M\$) relativement à ces contrats de change.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société en commandite. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société en commandite possède des facilités de crédit renouvelables engagées de plus de 2 G\$ qui peuvent être utilisées aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. Ces facilités ne sont pas une source permanente de capitaux : elles visent plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elles ont été utilisées par le passé.

En matière de gestion de la trésorerie, la société en commandite gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société en commandite pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de notre société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	440 \$	(52) \$	634 \$	126 \$
FTO	654	599	1 938	1 822
FTOA	460	432	1 479	1 384
Distributions ²	435	411	1 308	1 233
Ratio de distribution des FTO ³	67 %	69 %	67 %	68 %
Ratio de distribution des FTOA ⁴	95 %	95 %	88 %	89 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et actions échangeables de catégorie A.2.

2. Comprend les distributions de la société en commandite, les distributions de la société en commandite aux porteurs de parts privilégiées et les distributions aux porteurs de billets subordonnés perpétuels.

3. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.

4. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

La distribution annuelle de la société en commandite est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part de la société en commandite des FTO générés par nos actifs;
- les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société en commandite à financer les dépenses d'investissement engagées.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

L'information qui suit est présentée conformément à la règle 13-01 du règlement S-X à l'égard des titres d'emprunt émis par Brookfield Infrastructure Finance ULC (« Alberta Finco ») et BIP Bermuda Holdings I Limited (« Bermuda Holdco »), qui sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite. En outre, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Alberta Finco), Alberta Finco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco), Brookfield Infrastructure Holdings (Canada) Inc. (« Can Holdco »), Brookfield Infrastructure US Holdings I Corporation et BIPC Holdings Inc. (« BIPC Holdings ») (collectivement, avec notre société en commandite, le « groupe des garants A ») ont également garanti le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres montants aux termes de certaines séries de titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis par Alberta Finco (y compris les billets d'Alberta Finco de 2021 [définis ci-après]) ou Bermuda Holdco (y compris les billets subordonnés perpétuels [définis ci-après]), selon le cas. Pris individuellement, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Alberta Finco), Alberta Finco (dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco), Can Holdco, Brookfield Infrastructure LLC et BIPC Holdings (collectivement, avec notre société en commandite, le « groupe des garants B ») ont garanti ou peuvent garantir dans l'avenir le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres montants aux termes de certaines séries de titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis de temps à autre par Alberta Finco (y compris les billets d'Alberta Finco de 2024 [définis ci-après]) et Bermuda Holdco, selon le cas.

Sociétés financières et groupe des garants A

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des catégories d'entités suivantes :

- Alberta Finco et Bermuda Holdco (conjointement, les « sociétés financières »);
- le groupe des garants A (y compris notre société en commandite).

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des catégories d'entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 EN M\$ US	État du résultat net		
	Sociétés financières et garants	Transactions avec des filiales non garantes	Transactions avec d'autres parties liées
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	147	147	—
Bénéfice net	(87)	129	(216)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024			
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	1 146	1 146	—
Bénéfice net	849	1 135	(286)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 16 796 M\$ et à 21 039 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 septembre 2025 EN M\$ US	État de la situation financière		
	Sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garantes	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées
Actifs courants	2 238 \$	2 238 \$	— \$
Total de l'actif ¹	4 188	4 188	—
Passifs courants	9 168	9 086	82
Total du passif	9 543	9 441	102
Au 31 décembre 2024			
Actifs courants	1 982 \$	1 982 \$	— \$
Total de l'actif ¹	3 867	3 867	—
Passifs courants	8 024	7 942	82
Total du passif	8 562	8 460	102

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées se chiffrait à 124 299 M\$ et à 104 590 M\$ au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement.

Sociétés financières et groupe des garants B

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des catégories d'entités suivantes :

- les sociétés financières;
- le groupe des garants B (y compris notre société en commandite).

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des catégories d'entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 EN M\$ US	État du résultat net		
	Sociétés financières et garants	Transactions avec des filiales non garanties	Transactions avec d'autres parties liées
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	489	489	—
Bénéfice net	287	469	(182)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024			
Produits ¹	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—
Autres produits ²	947	947	—
Bénéfice net	685	929	(244)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 16 796 M\$ et à 21 039 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 septembre 2025 EN M\$ US	État de la situation financière		
	Sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garanties	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées
Actifs courants	2 487 \$	2 487 \$	— \$
Total de l'actif ¹	4 608	4 608	—
Passifs courants	8 993	8 923	70
Total du passif	10 113	9 554	559
Au 31 décembre 2024			
Actifs courants	2 231 \$	2 231 \$	— \$
Total de l'actif ¹	4 288	4 288	—
Passifs courants	7 866	7 794	72
Total du passif	8 533	8 446	87

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées se chiffrait à 124 299 M\$ et à 104 590 M\$ au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement.

Alberta Finco

Alberta Finco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Business Corporations Act (Alberta) le 22 mai 2012. En mai 2021, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2081 à un taux fixe de 5,000 % par année d'une valeur de 250 M\$ (les « billets d'Alberta Finco de 2021 »), qui arriveront à échéance le 24 mai 2081. Les billets d'Alberta Finco de 2021 ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 24 mai 2021, à l'acte de fiducie, daté du 24 mai 2021, intervenu entre Alberta Finco, notre société en commandite, le groupe des garants A (autres qu'Alberta Finco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie d'Alberta Finco »). Les billets d'Alberta Finco de 2021 permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et des restrictions relatives au paiement des intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco de 2021 sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 24 mai 2026. Les billets d'Alberta Finco sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets d'Alberta Finco de 2021 a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 5 le 30 septembre 2021, et le reste a servi aux fins générales de la société en commandite. Les billets d'Alberta Finco de 2021 sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants A (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco de 2021, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement ni l'intervention des porteurs, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 15, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

En mai 2024, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2084 à un taux fixe de 7,250 % par année d'une valeur de 150 M\$ (les « billets d'Alberta Finco de mai 2024 »), qui arriveront à échéance le 31 mai 2084. En juin 2024, Alberta Finco a procédé à une nouvelle émission de billets d'Alberta Finco de mai 2024 d'un montant de 8 M\$. Les billets d'Alberta Finco de mai 2024 ont été émis en vertu du deuxième acte de fiducie supplémentaire, daté du 31 mai 2024, à l'acte de fiducie d'Alberta Finco. Les billets d'Alberta Finco de mai 2024 permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et des restrictions relatives au paiement des intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco de mai 2024 sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 31 mai 2029. Les billets d'Alberta Finco de mai 2024 sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Les billets d'Alberta Finco de mai 2024 sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants B (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco de mai 2024, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement ni l'intervention des porteurs, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 16, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

En novembre 2024, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2055 à un taux fixe-fixe révisable de 6,750 % d'une valeur de 300 M\$ (les « billets d'Alberta Finco de novembre 2024 » et, conjointement avec les billets d'Alberta Finco de mai 2024, les « billets d'Alberta Finco de 2024 »), qui arriveront à échéance le 15 mars 2055. Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024 ont été émis en vertu du troisième acte de fiducie supplémentaire, daté du 29 novembre 2024, à l'acte de fiducie d'Alberta Finco. Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024 permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et des restrictions relatives au paiement des intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024 sont remboursables au gré d'Alberta Finco i) entre le 15 décembre 2029 et le 15 mars 2030, et ii) à compter du 15 mars 2030, le 15 septembre ou le 15 mars de chaque année précédant l'échéance, le 15 mars 2055. Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024 sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024 sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants B (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco de novembre 2024, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement ni l'intervention des porteurs, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 17, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

Bermuda Holdco

Bermuda Holdco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Companies Act 1981 des Bermudes le 9 novembre 2007. En janvier 2022, Bermuda Holdco a émis des billets subordonnés perpétuels à un taux fixe de 5,125 % par année d'une valeur de 300 M\$ (les « billets subordonnés perpétuels »). Les billets subordonnés perpétuels ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 21 janvier 2022, à l'acte de fiducie, daté du 21 janvier 2022, intervenu entre Bermuda Holdco, notre société en commandite, le groupe des garants A (autres que Bermuda Holdco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie de Bermuda Holdco »). Les billets subordonnés perpétuels permettent le report des intérêts au gré de Bermuda Holdco; toutefois, si Bermuda Holdco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie de Bermuda Holdco : i) les intérêts ainsi reportés deviennent exigibles et payables à la date à laquelle Bermuda Holdco déclare des distributions sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées de Bermuda Holdco; et ii) notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées et au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets subordonnés perpétuels sont remboursables au gré de Bermuda Holdco à compter du 21 janvier 2027. Les billets subordonnés perpétuels sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets subordonnés perpétuels a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 7 le 31 mars 2022, et le reste a servi aux fins du fonds de roulement. Les billets subordonnés perpétuels sont garantis entièrement et sans condition, sur une base subordonnée, par notre société en commandite et sont également garantis par le groupe des garants A (autres que Bermuda Holdco).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société en commandite, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société en commandite passe en revue toutes les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société en commandite. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, du secteur médian et des données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 % et plus fixé par notre société en commandite. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de notre société en commandite. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec notre société en commandite au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de performance, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de notre société en commandite, qui sont responsables de superviser les activités de la société en commandite et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, au secteur médian et aux données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de notre société en commandite. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société en commandite retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et il étudiera l'ensemble des actifs en alternance. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur, aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services d'un cabinet comptable pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	147 \$	125 \$	388 \$	354 \$
Transport	202	89	304	252
Secteur médian	27	32	116	106
Données	609	297	1 629	899
	985 \$	543 \$	2 437 \$	1 611 \$

Les investissements de croissance pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 se sont chiffrés à 985 M\$, comparativement à 543 M\$ pour la période correspondante de 2024. Les investissements de croissance ont augmenté dans notre secteur du transport, principalement en raison de l'acquisition complémentaire d'un portefeuille de conteneurs entièrement loués de notre entreprise de logistique intermodale mondiale, et dans notre secteur des données en raison des progrès dans la construction des fonderies de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Investissements réels			
			Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Plancher	Plafond	2025	2024	2025	2024
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	80 \$	90 \$	19 \$	20 \$	60 \$	56 \$
Transport	330	360	121	99	245	245
Secteur médian	150	160	44	40	122	117
Données	40	50	10	8	32	20
	600 \$	660 \$	194 \$	167 \$	459 \$	438 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les investissements de maintien se sont chiffrés à 194 M\$, ce qui représente une augmentation de 27 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. Après la clôture des nouveaux investissements et des ventes d'actifs, nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 600 M\$ et 660 M\$, soit entre 80 M\$ et 90 M\$ pour les services publics, entre 330 M\$ et 360 M\$ pour le transport, entre 150 M\$ et 160 M\$ pour le secteur médian, et entre 40 M\$ et 50 M\$ pour les données. Au 30 septembre 2025, nos investissements de maintien se situaient dans notre fourchette estimative. Notre société en commandite se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

ESTIMATIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET AU REMBOURSEMENT DE CAPITAL

Pour déterminer la juste valeur, la durée d'utilité et la valeur résiduelle des placements dans des infrastructures essentielles à long terme, certains jugements et estimations sont formulés. Par conséquent, les amortissements de notre société en commandite ne sont pas directement comparables au niveau de capital nécessaire pour maintenir l'intégrité et la sécurité de nos actifs physiques et leur profil de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'utilisation de l'amortissement comptable de notre société en commandite comme indicateur des exigences annuelles en matière d'investissements de maintien comporte les trois limites distinctes suivantes :

- La société en commandite a choisi de réévaluer les immobilisations corporelles chaque année en vertu des Normes IFRS de comptabilité. Chaque année, nous évaluons la juste valeur de nos immobilisations corporelles en examinant les flux de trésorerie actualisés que nous prévoyons recevoir de l'entreprise sous-jacente. Les profits de réévaluation que nous avons comptabilisés reflètent notre capacité à augmenter les flux de trésorerie générés par ces entreprises, le réinvestissement des flux de trésorerie dans des investissements de maintien et des projets de croissance interne relatifs ainsi que la demande croissante des investisseurs institutionnels à l'égard d'investissements matures comportant un faible niveau de risque. Bien que les profits de réévaluation correspondent à l'augmentation de la valeur pour nos actionnaires, ils se traduisent également par une hausse de la dotation à l'amortissement, car nous amortissons une valeur de l'actif plus élevée sur la même durée d'utilité estimative. Toutefois, cette augmentation de l'amortissement présenté ne correspond souvent pas à une augmentation du coût de maintien de l'actif physique. Nous estimons que les profits de réévaluation à eux seuls se traduisent par une augmentation de près de 25 % de l'amortissement présenté.

- ii) En raison de la nature de nos placements, historiquement, une importante partie de nos répartitions du prix d'achat est attribuée aux immobilisations corporelles. Cette répartition a une incidence similaire sur l'approche en matière de réévaluation en ce sens qu'elle augmente la dotation à l'amortissement au cours de notre période de détention. Notre acquisition du grand exploitant indépendant de tours de télécommunications en France constitue un exemple récent de cette incidence. L'entreprise génère des flux de trésorerie stables liés à l'inflation fondés sur des contrats à long terme conclus avec ses clients. Aux fins de la répartition du prix d'achat, nous avons utilisé un modèle interne des flux de trésorerie actualisés pour répartir la contrepartie versée aux immobilisations corporelles (les tours physiques) et aux immobilisations incorporelles (les relations clients à long terme avec nos locataires). Un goodwill limité avait été attribué à cette entreprise et, par conséquent, la valeur comptable des immobilisations corporelles excédait de loin le coût de base précédemment amorti par le vendeur. Par conséquent, la dotation à l'amortissement annuelle que nous comptabilisons est considérablement plus élevée que celle qui aurait été comptabilisée par le vendeur. Comme pour le premier point, les flux de trésorerie qui devraient être générés par le placement donnent lieu à une prime par rapport au coût de remplacement physique, ce qui exacerbe encore le décalage entre l'amortissement comptable et le coût réel de maintien de ces actifs. Aujourd'hui, nous estimons que près de 30 % de la quote-part de notre société en commandite de la dotation aux amortissements découle de la méthode de répartition du prix d'achat initial, principalement entre les catégories d'actifs amortissables.
- iii) L'amortissement sur la durée d'utilité comptable ne reflète pas toujours les investissements de maintien annuels, car bon nombre de nos actifs d'infrastructure ont des exigences d'entretien très minimales. À titre d'exemple, notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, le plus important fournisseur indépendant de raccordements au gaz et à l'électricité du dernier kilomètre au pays, compte aujourd'hui plus de deux millions de raccordements multiservices en place. En vertu des normes comptables que nous avons adoptées (les Normes IFRS de comptabilité), nous devons amortir le réseau sur une période pouvant aller jusqu'à 60 ans. Cependant, nos actifs réseau, qui consistent principalement en des tuyaux presque indestructibles installés plusieurs pieds sous terre, exigent un entretien minime.

Certaines de nos participations dans les secteurs des services publics et du transport sont détenues et exploitées en vertu de concessions, ce qui pourrait également faire en sorte que les amortissements soient supérieurs aux exigences en matière de maintien. Les actifs d'infrastructures essentielles sont souvent détenus par l'intermédiaire d'ententes qui accordent au concessionnaire le droit d'exploiter le placement pour une période déterminée. Cette façon de faire est courante dans certaines catégories d'actifs, comme les autoroutes à péage, où les actifs sont transférés à l'organisme de réglementation à la fin de la période visée. Les plus importants placements fondés sur des concessions de notre société en commandite sont ceux dans nos entreprises de routes à péage. Ces concessions visent une partie de la durée d'utilité de l'actif et, par conséquent, les investissements de maintien annuels sur la durée d'une concession peuvent être inférieurs à ceux requis sur l'ensemble de la durée d'utilité (par exemple, les routes à péage pourraient durer jusqu'à 100 ans, mais les périodes de concession peuvent varier de 20 à 40 ans).

Contrairement aux nombreuses franchises perpétuelles que nous détenons, les flux de trésorerie au cours d'une période de placement liée à une entente de concession comprendront le remboursement du capital investi. Par conséquent, nous sommes d'avis que les investisseurs devraient comprendre quelle tranche de nos flux de trésorerie correspond, selon notre estimation, à un remboursement de capital. Nous effectuons cette estimation en examinant le profil des flux de trésorerie sur la période de concession, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente un sommaire des estimations du remboursement de capital pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2025 et 30 septembre 2024.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Remboursement de capital ¹	(32) \$	(30) \$	(96) \$	(91) \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » pour plus d'information. Le remboursement de capital est utilisé dans le calcul du rendement du capital investi, une mesure non conforme aux normes IFRS.

Bien qu'il soit utile de le faire pour comprendre la performance opérationnelle de nos entreprises, nous sommes d'avis qu'il n'est pas approprié de réduire nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour tenir compte du remboursement de capital afin d'établir une estimation différente des capacités de production de flux de trésorerie à long terme de notre société en commandite. Une telle estimation ne tiendrait pas compte des variations de la valeur de l'entreprise découlant de nos initiatives stratégiques. Lors de l'acquisition de ces droits de concession, nous veillons à réunir ces actifs sous la gouverne d'une équipe de direction chevronnée et d'une plateforme axée sur la croissance. À mesure que les accords de concession deviennent transférables, nous prévoyons monétiser ces placements dans le cadre de nos initiatives plus générales de réinvestissement du capital, comme nous l'avons fait pour notre entreprise de routes à péage au Chili. Nous avons acquis cette entreprise fondée sur des concessions pour un montant de 340 M\$ en 2011 et en 2012. Grâce au réinvestissement des flux de trésorerie, à une structure du capital stable et à la mise en place d'une solide équipe de direction, nous avons pu vendre cette entreprise pour un produit net après impôt d'environ 700 M\$ pour BIP dans le cadre de trois transactions distinctes, bien qu'il reste neuf ans de moins sur la durée de la concession. La vente de l'actif s'est traduite par un TRI de 16 %. Même si nous attribuons une portion des flux de trésorerie au remboursement de capital, la valeur de nos actifs visés par des concessions à durée d'utilité déterminée ne diminue pas nécessairement au fil du temps, ce qui s'explique notamment par le fait que, compte tenu de la force des équipes de direction et de l'augmentation globale du PIB qui nécessite une plus grande infrastructure, la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs ou d'élargir nos activités existantes revêt une certaine valeur. Dans le cas de notre entreprise de routes à péage au Chili, nous avons réalisé un produit bien supérieur au capital investi.

Pour améliorer la comparabilité de nos états financiers et des mesures non conformes aux normes IFRS, nous encourageons les investisseurs à tenir compte des fourchettes d'investissements de maintien et des estimations du remboursement de capital comprises dans les informations que nous présentons. Combinées à nos mesures conformes et non conformes aux normes IFRS, ces informations fourniront aux utilisateurs un portrait exhaustif de notre performance opérationnelle au fil du temps.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ¹	1 870 \$	1 194 \$	3 927 \$	3 092 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(10 139)	(2 309)	(10 703)	(5 655)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	8 592	1 370	7 295	2 351

1. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de notre société en commandite comprennent une réduction de la trésorerie relative à l'incidence des créances résultant de contrats de location-financement conclus par notre entreprise d'infrastructure de décarbonation résidentielle en Amérique du Nord. L'entreprise présente dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des sorties relatives au coût des stocks et, compte tenu du fait que les contrats sont titrisés depuis 2019, les sorties de trésorerie correspondantes sont contrebalancées par les augmentations des emprunts sans recours inscrites dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2025 et 2024

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 1,9 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une hausse par rapport à la période correspondante de 2024 en raison de l'augmentation des distributions provenant de nos participations dans des entreprises associées attribuable à nos récentes cessions, des apports des récentes acquisitions et de la croissance interne dans tous nos secteurs.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 10,1 G\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 2,3 G\$ pour la période correspondante de 2024. Les résultats de la période considérée comprennent un produit d'environ 2,5 G\$ découlant des cessions partielles de nos participations dans notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe et dans un portefeuille d'actifs stabilisés de conteneurs de notre entreprise de logistique intermodale mondiale, ainsi que de la vente de notre terminal d'exportation en Australie. Ces facteurs ont été plus que contrebalancés par des acquisitions d'entreprises pour un montant de 9,7 G\$ et des investissements dans des actifs à long terme et des actifs financiers et d'autres activités d'investissement pour un montant net d'environ 2,9 G\$. Les résultats de la période antérieure comprenaient l'incidence de l'acquisition d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde pour un montant d'environ 1,7 G\$ et des investissements dans des actifs à long terme et des actifs financiers pour un montant net d'environ 0,6 G\$.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 8,6 G\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 1,4 G\$ pour la période correspondante de 2024. Les résultats de la période considérée comprennent le produit net des emprunts de 4,7 G\$ et le capital net de 4,8 G\$ fournis par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle, facteurs partiellement contrebalancés par les distributions aux porteurs de parts de 0,4 G\$ et les flux de trésorerie liés aux autres activités de financement de 0,5 G\$. Les résultats de la période précédente comprenaient le produit net des emprunts de 2,3 G\$, qui a été contrebalancé en partie par le capital net de 0,1 G\$ fourni aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle, par les remboursements d'obligations locatives et les autres activités de financement d'environ 0,4 G\$ et par les distributions aux porteurs de parts de 0,4 G\$.

CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2025	Au 31 décembre 2024
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	190 299 956	190 299 956
Parts de commandité spécial	2 400 631	2 400 631
Parts de commandité gestionnaire	461 233 824	461 855 350
Total	653 934 411	654 555 937

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les actions échangeables de catégorie A.2 de BIPC et les actions échangeables de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur ces titres dépassent 0,1218 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,1320 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les actions échangeables de catégorie A.2 de BIPC et les actions échangeables de BIPC dépassent 0,1320 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, une distribution incitative de 80 M\$ et de 240 M\$, respectivement, a été versée au commandité spécial (2024 – 74 M\$ et 221 M\$).

VALEUR D'ENTREPRISE

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la capitalisation boursière de notre société en commandite majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la société en commandite de la dette, déduction faite de la trésorerie. En plus des parts de société en commandite, la structure du capital de notre société en commandite comprend les actions échangeables de BIPC, les actions échangeables de catégorie A.2, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP. Nous incluons la valeur d'entreprise comme mesure pour aider les utilisateurs à comprendre et à évaluer la structure du capital de la société en commandite.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2025 et au 31 décembre 2024.

EN M\$ US	Au 30 septembre 2025			Au 31 décembre 2024
	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	136,7	654,8	791,5	792,3
Prix ³	41,12 \$	32,89 \$	— \$	— \$
Capitalisation boursière	5 621	21 536	27 157	26 311
Parts privilégiées et billets subordonnés perpétuels ⁴	—	1 115	1 115	1 211
Dette nette ⁵	5 723	26 369	32 092	28 842
Valeur d'entreprise	11 344 \$	49 020 \$	60 364 \$	56 364 \$

1. Comprend les actions échangeables de BIPC, les actions échangeables de catégorie A.2 et les parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les parts de société en commandite, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société en commandite repose sur le cours de clôture des actions échangeables de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'un montant de 822 M\$ et des billets subordonnés perpétuels d'un montant de 293 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ci-dessus pour un rapprochement détaillé de la dette nette de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société en commandite dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société en commandite. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités d'exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société en commandite, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société en commandite conformément à notre convention de société en commandite. Des montants de moins de 1 M\$ et de 1 M\$ ont été engagés relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, respectivement (2024 – 1 M\$).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (les « fournisseurs de services »), qui sont des filiales entièrement détenues de Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre aux fournisseurs de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 104 M\$ et à 303 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 110 M\$ et 293 M\$). Au 30 septembre 2025, une somme de 100 M\$ était à payer aux fournisseurs de services (31 décembre 2024 – 99 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société en commandite correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société en commandite (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société en commandite), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires de services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du total de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute la trésorerie détenue par ces entités.

Au 30 septembre 2025, Brookfield Infrastructure avait un emprunt d'environ 32 M\$ auprès d'une filiale de Brookfield (31 décembre 2024 – 31 M\$).

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 septembre 2025, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2024 – 180 M\$), et Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – néant).

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 1 G\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société en commandite et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2025, il n'y avait aucun emprunt impayé (31 décembre 2024 – néant).

Au 30 septembre 2025, Brookfield Infrastructure avait des emprunts d'environ 273 M\$ à payer à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield (31 décembre 2024 – 130 M\$) et un montant net d'environ 307 M\$ à recevoir de filiales de Brookfield (31 décembre 2024 – montant net à payer de 140 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement, des services maritimes portuaires et des services de gaz naturel selon les modalités en vigueur sur le marché dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, des produits d'environ 2 M\$ et 4 M\$ ont été générés (2024 – environ 4 M\$ et 8 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'énergie, louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, des charges de 13 M\$ et de 49 M\$, respectivement, ont été engagées (2024 – 21 M\$ et 86 M\$).

En outre, au 30 septembre 2025, des filiales de Brookfield Infrastructure avaient enregistré des actifs découlant de contrats de location et des obligations locatives de 12 M\$ (31 décembre 2024 – 12 M\$) auprès d'une filiale de Brookfield.

Le 28 mars 2023, des filiales de la société en commandite ont conclu des accords de prêts parallèles avec une société liée de Brookfield pour un produit total de 500 M\$. Le 24 mai 2024, la date d'échéance de ces emprunts a été reportée au 24 mai 2029; ces emprunts portent intérêt au SOFR majoré de 210 points de base par année jusqu'au 24 mai 2026, puis porteront intérêt au SOFR majoré de 475 points de base par année jusqu'à la date d'échéance. Ces emprunts représentent des emprunts sans recours contre la société en commandite et sont présentés à titre d'emprunts sans recours dans les états consolidés de la situation financière. Le 30 septembre 2025, des filiales de Brookfield Infrastructure ont remboursé une tranche de 50 M\$ de l'encours de l'emprunt. Les intérêts sur chaque emprunt étaient de 8 M\$ et de 25 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025 (2024 – 8 M\$ et 25 M\$).

Le 10 juin 2024, la société en commandite a résilié sa convention de vote relative à son entreprise de routes à péage au Pérou, de sorte que Brookfield maintient désormais le plein contrôle sur cette dernière. Au moment de la déconsolidation, la société en commandite a évalué la juste valeur de l'entreprise de routes à péage au Pérou et a conclu que la valeur recouvrable de celle-ci était supérieure à sa valeur comptable. Au moment de la déconsolidation, la participation de la société en commandite dans son entreprise de routes à péage au Pérou a été comptabilisée à titre d'actif financier.

Le 24 décembre 2024, la société en commandite, BIHC et BIPC ont conclu l'arrangement en vertu duquel i) les porteurs d'actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIHC, autres que Brookfield, ont reçu des actions échangeables de BIPC en échange de leurs actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIHC à raison de une contre une; ii) Brookfield a transféré ses actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIHC à BIPC en échange d'actions échangeables de catégorie A.2 à raison de une contre une; iii) les actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIHC ont été radiées de la cote; et iv) les actions échangeables de BIPC ont été inscrites à la cote de la NYSE et de la TSX. Les actions échangeables sont cotées à la TSX et à la NYSE sous le symbole « BIPC ».

Au cours du troisième trimestre de 2025, notre plateforme de centres de données à très grande échelle en Europe a vendu une participation de 90 % dans un portefeuille de centres de données stabilisés pour un produit net d'environ 1,7 G\$ (310 M\$ pour la société en commandite). Les acheteurs des centres de données stabilisés étaient un consortium d'investisseurs, dont la plupart étaient sans lien de dépendance. Les sociétés liées de Brookfield ont participé à l'acquisition au même prix et aux mêmes modalités que ceux établis par les tiers. Par suite de la transaction, Brookfield Infrastructure a comptabilisé un profit d'environ 160 M\$ (25 M\$ pour la société en commandite).

Au cours de 2025, notre entreprise de logistique intermodale mondiale a vendu une participation de 66 % dans un portefeuille d'actifs stabilisés de conteneurs. Le prix et les modalités de la transaction ont été établis par un tiers qui a acquis une participation de 33 % dans le portefeuille. Au troisième trimestre, une société liée de Brookfield a acquis la participation de 33 % restante au même prix et aux mêmes modalités que ceux établis par l'investisseur. Brookfield Infrastructure a comptabilisé un profit d'environ 115 M\$ (30 M\$ pour la société en commandite) à la conclusion de la vente au troisième trimestre.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2025, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 11 M\$ (31 décembre 2024 – 10 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses importants qui ont des répercussions sur les montants des actifs et passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Les jugements et estimations importants formulés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de notre société en commandite, que nous considérons comme critiques, sont présentés ci-dessous.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 14, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2024. Les immobilisations corporelles de notre société en commandite sont évaluées à la juste valeur sur une base récurrente, et la date de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs a été fixée au 31 décembre 2024. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur à l'aide de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte des données d'entrée importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société en commandite évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et les estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finales, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société en commandite portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, et la capacité d'utiliser les attributs fiscaux.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens donné à l'expression correspondante [internal control over financial reporting] dans les règles 13a-15[f] et 15d-15[f] de l'Exchange Act) qui a eu une incidence significative, ou dont il est raisonnable de croire qu'il aura une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Colonial Enterprises Inc, dont le contrôle a été acquis le 31 juillet 2025, et de Hotwire Communications, dont le contrôle a été acquis le 3 septembre 2025. Les états financiers de ces entités constituent environ 15 % du total de l'actif, 21 % des capitaux propres, 2 % des produits et 2 % du résultat net figurant dans les états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 septembre 2025 et pour la période de neuf mois close à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives au sens prescrit par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des FTO par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des frais généraux et administratifs de la société en commandite; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des rachats ou d'autres transactions de gestion du capital prévus; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés d'exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les réalisations, la performance ou les résultats futurs attendus de la société en commandite qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, qui pourraient faire en sorte que les réalisations, la performance ou les résultats réels de la société en commandite diffèrent significativement des réalisations, de la performance ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telles qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou conclues) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société en commandite ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.